



Ne laissons pas la rue au patronat !

Manifestation le lundi 1^{er} décembre 2014 à 11h30 Métro Esquirol

Le 1er décembre 2014, le patronat, celui des petites entreprises en tête, veulent occuper la rue pour « sauver l'entreprise ». Il dénonce, pêle-mêle :

Le compte pénibilité, les conditions de transmissions d'entreprises, les cotisations sur les dividendes, les lourdeurs administratives, la pression fiscale, le code du travail, la différence entre le public et le privé etc...

Victimes d'un système économique qui étrangle la majorité des actifs pour le seul profit des plus grands groupes et de la finance, **les patrons des PME et des TPE se trompent de cible en s'en prenant à deux piliers de la solidarité sans qui ils ne pourraient exister :**

- **Le droit et les garanties de leurs salariés**
- **La justice fiscale et la redistribution solidaire**

Ce sont ces socles sociaux qui nous permettent de maintenir la cohésion sociale et favorisent le développement de l'économie et notamment de l'économie locale.

Ce paradoxe en dit long sur la stratégie des grands groupes qui se nourrissent de l'exploitation à outrance des savoir-faire et des potentiels de développement qui existent.

Les patrons des PME et TPE feraient mieux d'y regarder à deux fois plutôt que de servir de bouclier aux entreprises du CAC 40!!

Quelques exemples :

- Tous les cadeaux fiscaux sans aucun contrôle bénéficient en 1er lieu aux MEDEF et aux entreprises du CAC 40 qu'il représente.
- Le CICE a bénéficié en premier lieu aux entreprises du CAC 40.
- Dans notre département, AIRBUS fait supporter la quasi-totalité du risque en termes d'emploi aux entreprises sous-traitantes et les asphyxie sous la contrainte des prix et des délais.
- Depuis 2003, l'investissement des grands groupes est devenu inférieur aux dividendes versés aux actionnaires,
- La fraude aux cotisations sociales atteint les 24 milliards d'euros soit quasiment le double du soi-disant déficit de la Sécu !
- Les paradis fiscaux détournent le fruit de la production industrielle et notamment des PME et TPE. La fraude atteint les 1 milliard en la Haute-Garonne et 80 milliards pour le pays.

Autant de chiffres vérifiés et fiables qui appauvrissent l'économie nationale et locale et qui de fait sont la réelle cause des difficultés que subissent les salariés et les patrons des TPE.

Les salariés avec la CGT ne se trompent pas de combat !!!

Pour sauver et développer les entreprises et nos capacités industrielles, il faut rétablir et développer la solidarité, la justice fiscale, les droits et garanties collectives !!

Pour que solidarité et justice fiscale restent un fondement de notre société, il faut :

- Combattre la fraude et l'évasion fiscale avec pour objectif de les faire disparaître.
- Taxer les dividendes
- Supprimer les dispositifs permettant les optimisations fiscales
- Taxer plus fortement les tranches supérieures de l'impôt sur le revenu
- Revoir les taux de la TVA qui demande un effort identique quelque soit le revenu

Pour que notre société devienne égalitaire et démocratique, les droits et garanties collectives doivent être élargis :

- Arrêt du travail du dimanche
- Revalorisation des salaires et tout particulièrement des plus bas et du SMIC
- Baisse de la durée légale du temps de travail à 32 heures
- Interdiction des licenciements –
- Droits de véto des instances de salariés et droit des salariés à être informés par leurs représentants